N° 173.

Choix du chef de l'État.

PROTOCOLE N° 14,

De la conférence tenue au Foreign Office
le 1^{er} février 1851 (a).

PRÉSENTS :

*Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la
Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.*

Les plénipotentiaires des cinq cours s'étant réunis, le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a appelé l'attention de la conférence sur la position où les cinq cours pourraient se trouver, relativement aux résultats des délibérations du congrès de Bruxelles, qui agitait le choix d'un souverain pour la Belgique. Le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a observé que l'engagement pris par les cinq cours, dans le protocole n° 11, du 20 janvier, de ne chercher aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage isolé, dans les arrangements qui auraient la Belgique pour objet, semblait leur imposer également à toutes le devoir de rejeter les offres qui pourraient être faites par le congrès de Bruxelles, en faveur d'un des princes des familles qui règnent dans un des cinq États dont les représentants sont réunis en conférence à Londres. En rappelant les termes du protocole du 20 janvier, le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a ajouté que, dans des circonstances à peu près semblables, ce même devoir avait été formellement reconnu par les cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, relativement à la Grèce; qu'il conviendrait de faire découler aujourd'hui les mêmes conséquences du même principe, et qu'il proposait à la conférence de déclarer, par un protocole, qu'au cas que la souveraineté de la Belgique fût offerte à des princes des familles qui règnent en Autriche, en France, dans la Grande-Bretagne, en Prusse et en Russie, cette offre serait invariablement rejetée.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et de

(a) Ce protocole est resté secret.

(b) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 59.

(c) Ce protocole a été communiqué au corps diplomatique par lord Ponsonby seul. « Il fut, dit M. de Gerlache*, comme un coup de foudre pour le congrès, et surtout pour ceux qui, sur la foi des lettres venues de Paris, immédiatement

* *Histoire du royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*; 2^e édit., tome II, p. 172, en note.

Russie, ont unanimement adhéré à l'opinion du plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, et se sont déclarés prêts à prendre, au nom de leurs cours, l'engagement qu'il avait proposé.

Le plénipotentiaire de France a pris la question *ad referendum*, afin de recevoir les ordres de sa cour, qui lui parviendraient incessamment (b).

ESTERHAZY. WESSENBURG.
TALLEYRAND.
PALMERSTON.
BULOW.
LIEVEN. MATUSZEWIC.

N° 174.

*Élection éventuelle des ducs de Nemours et de
Leuchtenberg.*

PROTOCOLE N° 15,

De la conférence tenue au Foreign Office
le 7 février 1851 (c).

PRÉSENTS :

*Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la
Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.*

Le plénipotentiaire de France a ouvert la conférence par une déclaration, portant que le gouvernement de S. M. le roi des Français, regardant comme découlant de la teneur du protocole n° 11, du 20 janvier 1851, la résolution, déjà antérieurement annoncée par le roi, de refuser la souveraineté de la Belgique pour le duc de Nemours, si elle lui était offerte par le congrès de Bruxelles, et qu'informée que cette offre allait effectivement avoir lieu, S. M. le roi des Français avait chargé son plénipotentiaire de réitérer sous ce rapport ses déclarations précédentes, qui sont invariables.

Les plénipotentiaires ont décidé que cette communication serait consignée au présent protocole, et ont pris ensuite en considération le cas où la

» avant l'élection, avaient élu le duc de Nemours, se croyant
» sûrs de l'acceptation de la France. On reconnut claire-
» ment alors qu'on avait été dupe d'une ruse diplomatique.»

Dans la séance du 10 février, M. Van de Weyer, président du comité diplomatique, a fait connaître au congrès que le comité avait renvoyé ce protocole à lord Ponsonby, en lui déclarant qu'au sujet de l'élection du chef de l'État, le congrès, le comité diplomatique et le gouvernement provisoire n'avaient à recevoir de communications que de la députation belge à Paris. (Voir tome II, page 496.)